

DEPARTEMENT
Alpes-de-Haute-Provence

Communauté d'Agglomération
PROVENCE ALPES
AGGLOMERATION

Année 2017
Séance du 29 juin 2017

N° 01
Objet : Approbation du
Règlement Intérieur

EXTRAIT

DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL
D'AGGLOMERATION

L'an deux mille dix-sept et le vingt-neuf du mois de juin à dix-sept heures trente, le conseil d'agglomération Provence Alpes Agglomération, régulièrement convoqué le vingt et un du mois de juin 2017, s'est réuni dans la salle Abbé Féraud à DIGNE LES BAINS, sous la présidence de madame Patricia GRANET BRUNELLO

Est nommé secrétaire de séance : VIVOS Patrick

Etaient présents :

ACCIAI Bruno, AILHAUD Régine, AUBERT Serge, AUZET Eric, BAILLE Denis, BARTOLINI Bernard, BAUDOU MAUREL Marie Anne, BERTRAND Philippe, BLANC Michel, BLOT Michel, BONNET Martine, BREMOND Danièle, BRUN Patricia, CAREL Serge, CASA Chantal, CAZERES Benoit, CHATARD Gilles (jusqu'à 19h30), COMBE Gérard, COSSERAT Sandrine, DE VALCKENAERE Gilles, DEORSOLA Jean Paul, FIAERT Claude, FIGUIERE Delphine, FLORES Sylvain, GRANET BRUNELLO Patricia, GRAVIERE Remy, HERMITTE Francis, ISOARD Roger, LE CORRE Thibault, LEDEY Olivier, MAGAUD Marie José, MALDONADO Jean Paul, MARTELLINI Patrick, MARTIN Emmanuelle (jusqu'à 19h40), OGGERO BAKRI Céline, ORSINI Philippe, PAUL Gérard, PAUL Gilles (jusqu'à 19h20), PAYAN Claude, PRIMITERRA Geneviève, REINAUDO Gilbert, ROCHAT Jacques (jusqu'à 19h39), SERRA Victor, SUZOR Pierre, TEYSSIER Bernard, THIEBLEMONT Martine, THONNATTE Lionel (jusqu'à la délibération n°15), TONELLI Corinne, TRABUC Nicolas, VIVOS Patrick, VOLLAIRE Nadine

Etaient suppléés :

AILLAUD Jean Pierre a donné pouvoir à MENS Jacques
PIERRISNARD Jacqueline a donné pouvoir à CORTES Guy
POULEAU Philippe a donné pouvoir à JUGY Daniel

Etaient représentés :

AILLAUD Sylvie a donné pouvoir à PRIMITERRA Geneviève
BARBERO Christian a donné pouvoir à TONELLI Corinne
BONNET Brigitte a donné pouvoir à MARTELLINI Patrick
BONZI Maryse a donné pouvoir à PAUL Gérard
BOURJAC Jean Marie a donné pouvoir à GRANET BRUNELLO Patricia
CHATARD Gilles a donné pouvoir à FIAERT Claude (à partir de la délibération n° 4)
DOMENGE Eliane a donné pouvoir à VOLLAIRE Nadine
ESMIOL Gérard a donné pouvoir à TEYSSIER Bernard
FERAUD Maryline a donné pouvoir à BARTOLINI Bernard
JULIEN Jacques a donné pouvoir à BAILLE Denis
LEJOSNE Patrick a donné pouvoir à PAUL Gilles
NICOLASI Philip a donné pouvoir à BONNET Martine
REBOUL Childéric a donné pouvoir à BLOT Michel
THONNATTE Lionel a donné pouvoir à DE VALCKENAERE Gilles (à partir de la délibération n° 16)
URQUIZAR Danielle a donné pouvoir à BRUN Patricia
VILLARD René a donné pouvoir à FIGUIERE Delphine
VILLARON Bruno a donné pouvoir à BLANC Michel

Etaient excusés :

AUZET Guy	SFRECOLA Alain
AYMES Bernard	EYMARD Max
BALIQUE François	FONTAINE Sonia
BARTOLINI Jean-Louis	MUNOZ MALDONADO Julien
REINAUDO Patrick,	SEVENIER Jean
RONDEAU Daniel	

REÇU EN PREFECTURE

le 04/07/2017

Application agréée F.legalle.com

004-200067437-20170629-01_29062017-DE

Madame Patricia GRANET BRUNELLO, rapporteur, expose ce qui suit :

En application des articles L. 2121-8 et L. 5211-1 du code général des collectivités territoriales, un règlement intérieur doit obligatoirement être adopté par l'assemblée délibérante des groupements comptant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Ce règlement permet à chaque assemblée de reprendre les dispositions légales relatives à son fonctionnement en y ajoutant des règles d'organisation et de procédure destinées à préciser les conditions de travail de l'assemblée délibérante et de ses membres.

Il vous est proposé de vous prononcer favorablement sur le règlement intérieur de la Communauté d'agglomération Provence Alpes Agglomération ci-annexé, en vue de son adoption.

LE CONSEIL D'AGGLOMERATION

Après délibération

A la majorité pour 3 votes contre

Approuve les propositions présentées

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Ont signé au registre des délibérations les membres présents.

Pour extrait conforme
La Présidente Patricia GRANET-BRUNELLO



REÇU EN PREFECTURE

le 04/07/2017

Application acquiescée E-legalite.com

004-200067437-20170629-01_29062017-DE

RÈGLEMENT INTÉRIEUR

DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION

PROVENCE ALPES AGGLOMÉRATION

Sommaire

PRÉAMBULE	3
TITRE 1 - RÈGLES DE FONCTIONNEMENT DU CONSEIL DE COMMUNAUTE	3
CHAPITRE 1 - LES TRAVAUX PREPARATOIRES DU CONSEIL DE COMMUNAUTE	3
Article 1 - Périodicité des séances du conseil de Communauté	3
Article 2 – Convocations.....	3
Article 3 - Ordre du jour.....	4
Article 4 - Accès au dossier.....	4
Article 5 - Informations complémentaires concernant les questions mises à l'ordre du jour.....	4
Article 6 - Questions orales, questions écrites, amendements et motions	4
Motions	5
CHAPITRE 2- TENUE DES SEANCES DU CONSEIL DE COMMUNAUTE.....	5
Article 7 – Présidence.....	5
Article 8 - Secrétariat de séance.....	6
Article 9 - Le quorum	6
Article 10 - Suppléants et mandataires.....	6
Article 11 - Accès et tenue du public.....	7
Article 12- Enregistrement des débats	7
Article 13 - La police de l'assemblée	7
Article 14 - Personnels communautaires	8
Article 15 – Conseillers intéressés.....	8
CHAPITRE 3 ORGANISATION DES DEBATS ET VOTE DES DELIBERATIONS	9
Article 16- Déroulement de la séance	9
Article 17 - Débats ordinaires	9
Article 18 - Débats budgétaires.....	10
Article 19 - Suspension de séance	10
Article 20- Clôture de toute discussion.....	10
Article 21 – Vote des délibérations	10
Article 22 — Procès-verbaux, compte-rendu et recueils des actes administratifs.....	11
Article 23- Documents budgétaires.....	12
Article 24 – Communication des documents	12
TITRE 2 - REGLES DE FONCTIONNEMENT DU BUREAU	12
Article 25 — Le bureau communautaire.....	12
TITRE 3 - LES COMMISSIONS ET COMITES CONSULTATIFS	13

CHAPITRE 1 - LES COMMISSIONS THEMATIQUES.....	13
Article 26 – Création et composition	13
Article 27 – Rôle et fonctionnement	13
CHAPITRE 2- AUTRES COMMISSIONS.....	14
Article 28- Commission communautaire pour l’accessibilité aux personnes handicapées	14
Article 29- La Commission d’Appel d’Offres.....	15
Article 30- La commission de Délégation de Service Public.....	16
CHAPITRE 3- LES COMITES CONSULTATIFS	16
Article 31 – Constitution des comités consultatifs	16
TITRE 4- LA CONFERENCE DES MAIRES	16
Article 32 – Rôle de la conférence des maires.....	16
Article 33 – Composition.....	17
Article 34 - Règles générales de fonctionnement.....	17
TITRE 5 - DISPOSITIONS DIVERSES	17
Article 35- Prêt d’un local commun aux membres de l’opposition	17
Article 36 – Désignation des délégués dans les organismes extérieurs.....	18
Article 37 - Modifications ultérieures.....	18
Article 38 – Application.....	18

REGLEMENT INTERIEUR DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION PROVENCE ALPES AGGLOMERATION (P.A.A.)

PRÉAMBULE

Le fonctionnement de l'organe délibérant des EPCI est soumis, sauf dispositions législatives contraires, et propres à chaque EPCI, aux mêmes règles que celles applicables aux conseils municipaux.

En conséquence, toutes les règles concernant les conditions de validité des délibérations, celles relatives aux convocations, à l'ordre du jour et à la tenue des séances sont applicables aux EPCI (comme celles relatives au quorum, à la désignation du secrétaire de séance, à la publicité des séances, au scrutin à bulletins secrets ou publics, etc.).

Les modalités de fonctionnement du conseil de communauté et les modalités de publicité de ses délibérations sont fixées par le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et les dispositions du présent règlement.

TITRE 1 - RÈGLES DE FONCTIONNEMENT DU CONSEIL DE COMMUNAUTÉ

CHAPITRE 1 - LES TRAVAUX PREPARATOIRES DU CONSEIL DE COMMUNAUTÉ

Article 1 - Périodicité des séances du conseil de Communauté

Article L5211-11 du cgct – 2121-7 du cgct

Le Conseil communautaire se réunit au moins une fois par trimestre. La présidente peut réunir le conseil communautaire chaque fois qu'elle le juge utile. Elle est tenue de le convoquer dans un délai maximal de 30 Jours quand la demande motivée lui en est faite par le représentant de l'Etat dans le Département ou par le tiers au moins des membres en exercice du conseil communautaire. En cas d'urgence, le représentant de l'Etat dans le Département peut abréger ce délai.

Article 2 – Convocations

Article L2121-10 du cgct

Toute convocation est faite par la présidente. Elle indique les questions portées à l'ordre du jour. Elle est adressée par écrit, sous quelque forme que ce soit, au domicile des conseillers communautaires, sauf s'ils font le choix d'une autre adresse.

L'envoi des convocations peut être effectué autrement que par courrier traditionnel, et notamment par voie dématérialisée, à l'adresse électronique de leur choix.

La convocation est adressée aux délégués titulaires et aux délégués suppléants pour information.

La convocation précise la date, l'heure et le lieu de la réunion, laquelle se tient au siège de la communauté d'agglomération ou dans un lieu choisi par l'organe délibérant dans l'une des communes membres.

Une note explicative de synthèse sur les affaires soumises à délibération doit être adressée avec la convocation aux membres du conseil communautaire.

Le délai de convocation est fixé à CINQ jours francs.

En cas d'urgence, ce délai peut être abrégé par la présidente sans pouvoir toutefois être inférieur à un jour franc. La présidente en rend compte dès l'ouverture de la séance au Conseil communautaire, qui se prononce sur l'urgence et peut décider le renvoi de la discussion pour tout ou partie à l'ordre du jour d'une séance ultérieure.

Article 3 - Ordre du jour

La présidente fixe l'ordre du jour qui est reproduit sur la convocation et porté à la connaissance du public.

Dans le cas où la séance se tiendrait sur demande du représentant de l'Etat ou de conseillers communautaires, la présidente est tenu de mettre à l'ordre du jour les affaires qui font l'objet de la demande.

Article 4 - Accès au dossier

Articles L2121-13 du cgct et 2121-12 alinéa 2 du cgct

Tout membre du conseil communautaire a le droit, dans le cadre de sa fonction, d'être informé des affaires de la Communauté qui font l'objet d'une délibération.

Durant les cinq (5) jours précédant la séance et le jour de la séance, les délégués communautaires peuvent consulter les dossiers au siège de la communauté aux heures et jours ouvrables.

Lorsque la délibération concerne un contrat de service public, le projet de contrat ou de marché, accompagné de l'ensemble des pièces, peut être consulté dans les mêmes conditions.

Article 5 - Informations complémentaires concernant les questions mises à l'ordre du jour

La présidente est seule chargée de l'administration ; mais elle peut sous sa surveillance et sous sa responsabilité déléguer par arrêté une partie de ses fonctions à un ou plusieurs membres du bureau.

Toute question, demande d'informations complémentaires ou intervention d'un membre du conseil communautaire auprès de l'administration intercommunale, devra se faire sous couvert de la présidente ou de l'élue communautaire délégué. La question ou la demande d'information ainsi que les réponses transiteront obligatoirement par le Directeur Général des Services.

Article 6 - Questions orales, questions écrites, amendements et motions

Questions orales

Article L2121-19 du cgct

Les conseillers communautaires ont le droit d'exposer en séance du conseil des questions orales ayant trait aux affaires de la communauté. Le règlement intérieur fixe la fréquence ainsi que les règles de présentation et d'examen de ces questions.

Le texte des questions est adressé à la présidente 48 heures au moins avant la séance du conseil communautaire et fait l'objet d'un accusé de réception. La réponse est apportée en séance par la présidente ou le vice-président ou le membre du bureau délégué compétent.

Si le nombre, l'importance ou la nature des questions le justifie, la présidente peut décider, soit de répondre à une prochaine séance du conseil de communauté, soit de les traiter dans le cadre d'une séance du conseil de communauté organisée à cet effet.

Les questions orales portent sur des sujets d'intérêt général et ne donnent pas lieu à des débats, sauf demande de la majorité des conseillers communautaires présents. Elles sont traitées à la fin de chaque séance. La durée consacrée à cette partie pourra être limitée à 45 minutes au total (questions et réponses).

Questions écrites (en dehors des questions écrites visées à l'article 5):

Chaque membre du Conseil communautaire peut adresser à la présidente des questions écrites sur toute affaire ou tout problème concernant la communauté et l'action communautaire.

La présidente accuse réception de la question et spécifie le délai de réponse qui est de 15 jours.

Toutefois, si la question est complexe, la présidente spécifie le délai de réponse qui ne pourra dépasser un mois.

Amendements

Les amendements ou contre-projets peuvent être proposés sur toutes affaires en discussion soumises au conseil communautaire.

Ils doivent être présentés par écrit à la présidente.

Le conseil communautaire décide si des amendements sont mis en délibération.

Motions

Tout délégué communautaire peut présenter un projet de motion par écrit auprès de la présidente. Celle-ci présentera au conseil communautaire les projets de motions qu'elle aura reçu quinze jours au moins avant la date de la réunion du conseil.

La discussion intervient à la fin de chaque séance avant les éventuelles questions orales.

Les motions adoptées par le conseil de communauté sont transmises à l'autorité compétente.

La présidente porte à la connaissance de l'assemblée la suite qui leur a été réservée.

CHAPITRE 2- TENUE DES SEANCES DU CONSEIL DE COMMUNAUTE

Article 7 – Présidence

Article L2121-14 du cgct – article 2122-8 du cgct

La présidente préside le Conseil communautaire et, à défaut, celui qui la remplace.

La séance au cours de laquelle il est procédé à l'élection du ou de la président (e) est présidée par le plus âgé des membres du conseil de communauté.

Dans la séance où le compte administratif de la présidente est débattu, et pour ce point spécifique, le Conseil communautaire élit son président. Dans ce cas, la présidente peut, même si elle n'est plus en fonction, assister à la discussion, mais elle doit se retirer au moment du vote.

La présidente procède à l'ouverture des séances, vérifie le quorum, dirige les débats, accorde la parole, rappelle les orateurs à l'affaire soumise au vote, met fin, s'il y a lieu, aux interruptions de séances, met aux voix les propositions et les délibérations, décompte les scrutins, juge conjointement avec le secrétaire les épreuves des votes, en proclame les résultats, prononce la suspension et la clôture des séances après épuisement de l'ordre du jour.

Article 8 - Secrétariat de séance

Article L2121-15 du cgct

Au début de chacune de ses séances, le Conseil communautaire nomme un ou plusieurs de ses membres pour remplir les fonctions de secrétaire. Il peut lui être adjoint un ou plusieurs auxiliaires pris en dehors de l'assemblée, qui assistent aux séances mais sans participer aux délibérations.

Le secrétaire de séance, qui est un(e) élu(e), assiste la présidente pour la vérification du quorum et celle de la validité des pouvoirs, de la constatation des votes et du bon déroulement des scrutins. Il contrôle l'élaboration du procès-verbal.

Article 9 - Le quorum

Article L2121-17 du cgct

Le conseil communautaire ne peut délibérer que lorsque la majorité (la moitié + 1) de ses membres en exercice assiste à la séance. Seuls sont pris en considération pour ce décompte les titulaires et les suppléants (s'ils remplacent un titulaire). Les pouvoirs donnés par les conseillers absents n'entrent pas en compte dans le calcul du quorum.

A la suite d'une première convocation régulièrement faite, et si l'assemblée ne s'est pas réunie en nombre suffisant, la délibération prise après une seconde convocation à trois jours au moins d'intervalle est valable quel que soit le nombre de membres présents.

Le quorum doit être atteint à l'ouverture de la de séance, après chaque suspension de séance, ainsi que lors de la discussion de chaque point soumis à la délibération du Conseil de Communauté. Si le quorum n'est plus atteint lors de l'examen d'un point de l'ordre du jour, la présidente de la Communauté lève la séance et renvoie la suite des affaires à une date ultérieure.

Article 10 - Suppléants et mandataires

Article L2121-20 du cgct

Tout délégué empêché d'assister à une séance du conseil de communauté est tenu d'en informer la présidente avant chaque séance et de prévenir un suppléant parmi ceux relevant de sa commune. Les suppléants siègeront avec voix délibérative en cas d'empêchement des titulaires (art L5216-3 CGCT).

En cas d'empêchement du (ou des) suppléant(s) relevant de sa commune, le délégué empêché d'assister à une séance peut donner à un conseiller communautaire titulaire de son choix pouvoir écrit de voter en son nom.

Un même délégué ne peut être porteur que d'un seul pouvoir. Le pouvoir est toujours révocable, il cesse de plein droit à l'arrivée en séance du conseiller représenté.

Sauf cas de maladie dûment constatée, le pouvoir ne peut être valable pour plus de trois séances consécutives.

Les pouvoirs doivent être remis à la présidente au début de la séance ou parvenir par courrier avant la séance du conseil communautaire.

La délégation de vote peut être établie au cours d'une séance à laquelle participe un conseiller obligé de se retirer avant la fin de la séance.

Afin d'éviter toute contestation sur leur participation au vote, les conseillers communautaires qui se retirent de la salle des délibérations doivent faire connaître à la présidente leur intention ou leur souhait de se faire représenter.

Article 11 - Accès et tenue du public

Article L2121-18 aliéna 1^{er} du CGCT

Les séances des Conseils communautaires sont publiques.

Le public est autorisé à occuper les places qui lui sont réservées dans la salle. Il doit observer le silence durant toute la durée de la séance. Toutes marques d'approbation ou de désapprobation sont interdites. Un emplacement spécial est réservé aux représentants de la presse.

Séance à huis clos

Article L5211-11 du cgct

Sur la demande de cinq membres ou de la présidente, le conseil communautaire peut décider, sans débat, à la majorité absolue des membres présents ou représentés, qu'il se réunit à huis clos. La décision de tenir une séance à huis clos est prise par un vote public du conseil communautaire.

Lorsqu'il est décidé que le conseil communautaire se réunit à huis clos, le public ainsi que les représentants de la presse doivent se retirer.

Dans ce cas, nul ne peut, sous aucun prétexte, s'introduire dans l'enceinte où siègent les membres du conseil. Seuls ces derniers, les fonctionnaires communautaires et les personnes dûment autorisées par la présidente y ont accès.

Cependant, les délibérations prises à huis clos sont soumises au même régime de publicité que toute autre délibération (c'est-à-dire publiée et transmise à la préfecture pour acquérir le caractère exécutoire et produire des effets de droit).

Le compte-rendu, affiché dans la huitaine, doit mentionner la décision en question. Quant au procès-verbal, transcrit au registre des délibérations, il appartient à l'assemblée d'apprécier ce qui peut être rapporté des débats.

Article 12- Enregistrement des débats

(article L2121-18 alinéa-18 du cgct)

Sans préjudice des pouvoirs que la présidente tient de l'article L. 2121-16, les séances publiques peuvent être retransmises par les moyens de communication audiovisuelle.

Article 13 - La police de l'assemblée

Article 2121-16 du cgct

La présidente fait observer et respecter le présent règlement, elle rappelle à l'ordre les membres ou le public qui s'en écartent et en cas de troubles ou d'infraction pénale, il est fait application, si nécessaire avec l'aide des forces de police, des dispositions de l'article L. 2121-16 du C.G.C.T. suivantes :

« La présidente a seule la police de l'Assemblée. La présidente peut faire expulser de l'auditoire tout individu qui trouble l'ordre ».

Les infractions au présent règlement, commises par les membres du conseil communautaire, feront l'objet des sanctions suivantes prononcées par la présidente :

- rappel à l'ordre,
- rappel à l'ordre avec inscription au procès-verbal,
- suspension et l'expulsion.

Est rappelé à l'ordre, tout conseiller qui entrave le déroulement de la séance de quelque manière que ce soit.

Est rappelé à l'ordre avec inscription au procès-verbal, tout conseiller qui aura encouru un premier rappel à l'ordre.

Lorsqu'un conseiller a été rappelé à l'ordre avec inscription au procès-verbal, le conseil communautaire peut, sur proposition de la présidente, décider de lui interdire la parole pour le reste de la séance : le conseil se prononce alors par assis et levé, sans débat.

Si le dit membre du conseil communautaire persiste à troubler les travaux de l'assemblée, la présidente peut décider de le suspendre de la séance et expulser l'intéressé.

Article 14 - Personnels communautaires

Le Conseil communautaire peut adjoindre au(x) secrétaire(s) de séance des auxiliaires, pris en dehors de ses membres, qui assistent aux séances mais sans participer aux délibérations.

Assistent également aux séances publiques du conseil communautaire, le Directeur Général des Services, ainsi que, tout autre personnel communautaire ou personne qualifiée concerné par l'ordre du jour et invité par la présidente.

Les uns et les autres ne prennent la parole que sur invitation expresse du président, et restent tenus à l'obligation de réserve telle qu'elle est définie par le statut de la fonction publique.

Article 15 – Conseillers intéressés

Article L2131-11 du cgct – Loi du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique

Sont illégales les délibérations auxquelles ont pris part un ou plusieurs membres du conseil intéressés à l'affaire qui en fait l'objet, soit en leur nom personnel, soit comme mandataires.

En conséquence, les membres du conseil intéressés à la question qui fait l'objet d'une délibération, soit en leur nom, soit comme mandataires, ne peuvent prendre part ni au débat, ni au vote.

Il leur appartient au vu du contenu des délibérations qui leur est proposé de vérifier qu'ils peuvent ou non prendre part au débat et au vote. Afin d'éclairer leur choix, les conseillers se référeront à l'annexe 1 au présent règlement « Prévention des conflits d'intérêt ».

Si tel est le cas, chaque conseiller en fait part oralement à la présidente ou au président de séance, préalablement à l'examen de la délibération. Cette mention est alors portée au procès-verbal de la séance et sur la délibération.

CHAPITRE 3 ORGANISATION DES DEBATS ET VOTE DES DELIBERATIONS

Article 16- Déroulement de la séance

La présidente, à l'ouverture de la séance, procède à l'appel des conseillers, constate le quorum, proclame la validité de la séance si celui-ci est atteint et cite les pouvoirs reçus.

Elle fait approuver le procès-verbal de la séance précédente et prend note des rectifications éventuelles.

Elle demande au conseil communautaire de nommer le secrétaire de séance.

La présidente énonce ensuite les affaires inscrites à l'ordre du jour, et soumet au conseil de communauté les points urgents qu'elle propose éventuellement d'ajouter à l'examen du conseil de communauté du jour.

Une modification à l'ordre des affaires soumises à délibération peut être proposée par la présidente, à son initiative ou à la demande d'un conseiller communautaire, au conseil de communauté qui l'accepte à la majorité absolue.

Elle accorde immédiatement la parole en cas de réclamation concernant l'ordre du jour.

La présidente rend compte des décisions qu'elle a prises en vertu de la délégation reçue du conseil communautaire. Elle aborde ensuite les points de l'ordre du jour tels qu'ils apparaissent dans la convocation.

Chaque affaire fait l'objet d'un résumé sommaire par la présidente ou les rapporteurs désignés par la présidente.

Cette présentation peut être précédée ou suivie d'une intervention de la présidente elle-même ou d'un vice-président ou membre du bureau compétent.

Question préalable

La question préalable, dont l'objet est de faire décider qu'il n'y a pas lieu de délibérer, peut toujours être posée par un membre du conseil communautaire.

Elle est alors mise aux voix après débat.

Article 17 - Débats ordinaires

La parole est accordée par la présidente aux membres du conseil communautaire qui la demandent. Tout membre du Conseil communautaire ne peut parler qu'après avoir demandé la parole à la présidente et l'avoir obtenue, même s'il est autorisé par un orateur à l'interrompre.

Les membres du conseil communautaire prennent la parole dans l'ordre déterminé par la présidente qui peut interrompre l'orateur et l'inviter à conclure très brièvement.

Lorsqu'un membre du conseil communautaire s'écarte de la question traitée ou trouble l'ordre par des interruptions ou des attaques personnelles, la parole peut lui être retirée par la présidente qui peut alors faire application des dispositions prévues de l'article 13 (police de l'assemblée).

Lorsque viennent en délibération, des projets ou des présentations portant sur des questions importantes engageant la politique communautaire et nécessitant de plus larges développements et des échanges de vues plus élaborés (investissements neufs, travaux importants, budgets et comptes administratifs, présentation de la politique communautaire menée dans tel ou tel domaine, bilan annuel du fonctionnement d'un service) chacun peut s'exprimer sans qu'il y ait à priori, limitation de

durée. Toutefois, pour le cas où les débats s'enliseraient, le conseil communautaire est appelé, sur proposition de la présidente, à fixer de manière exhaustive et définitive, le nombre d'intervenants ayant à prendre la parole et la durée d'intervention impartie à chacun d'eux.

La clôture de la discussion est décidée par la présidente.

Article 18 - Débats budgétaires

Article L2312-1 du cgct

Dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, la présidente ou le vice-président délégué présente au conseil communautaire, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Ce rapport donne lieu à un débat au conseil municipal, dans les conditions fixées par le règlement intérieur.

Le débat d'orientation budgétaire aura lieu lors d'une séance ordinaire, après inscription à l'ordre du jour ou lors d'une séance réservée à cet effet.

Pour la préparation de ce débat, la présidente communique au moins cinq jours francs avant cette séance, les documents nécessaires à la discussion notamment les données synthétiques sur la situation financière de la communauté d'agglomération contenant principalement des éléments d'analyse rétrospective et prospective, ainsi que les projets et actions susceptible de faire l'objet d'une programmation budgétaire et les moyens mis en œuvre.

Le rapport comporte, en outre, une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs. Ce rapport précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail. Il est transmis au représentant de l'Etat; il fait l'objet d'une publication. Le contenu du rapport ainsi que les modalités de sa transmission et de sa publication sont fixés par décret.

La présidente ou le vice-président délégué expose les orientations, les élus disposent du droit d'intervenir.

Ce débat donne lieu à une délibération qui consiste simplement à prendre acte de sa tenue.

Article 19 - Suspension de séance

La suspension de séance est décidée par la présidente. La présidente peut mettre aux voix toute demande émanant d'un conseiller.

Il revient à la présidente de fixer la durée des suspensions de séance.

Article 20- Clôture de toute discussion

Les membres du conseil communautaire prennent la parole dans l'ordre déterminé par la présidente. La clôture de toute discussion peut être décidée par le conseil communautaire, à la demande de la présidente ou d'un membre du conseil.

Article 21 – Vote des délibérations

Article 2121-20 et 2121-21 du cgct

Les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés. Les bulletins blancs ou nuls et les abstentions ne sont pas comptabilisés.

Lorsqu'il y a partage égal des voix et sauf en cas de scrutin secret, la voix de la présidente est prépondérante.

En cas de scrutin secret, le partage des voix équivaut à un vote défavorable.

Le conseil communautaire vote de l'une des quatre manières suivantes :

- à main levée,
- par assis et levé,
- au scrutin public par appel nominal,
- au scrutin secret.

Vote à main levée

Le mode de votation ordinaire est le vote à main levée. Il est constaté par la présidente et le secrétaire qui comptent, s'il est nécessaire, le nombre de votants pour et le nombre de votants contre.

Vote au scrutin public

Le vote a lieu au scrutin public sur la demande du quart des membres présents. Les noms des votants avec la désignation de leurs votes sont mentionnés au procès-verbal.

Vote au scrutin secret

Il est voté au scrutin secret soit lorsqu'un tiers des membres présents le réclame, soit lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination ou à une présentation.

Dans ces derniers cas, si aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue après deux tours de scrutin secret, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative ; à égalité des voix l'élection est acquise au plus âgé.

Si une demande de scrutin public et une demande de scrutin secret sont régulièrement déposées en même temps, le scrutin secret doit avoir la préférence.

Le conseil communautaire peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin.

Article 22 — Procès-verbaux, compte-rendu et recueils des actes administratifs

Procès-verbaux

Article 2121-23 du cgct

Les délibérations sont inscrites par ordre de date.

Les séances publiques du conseil communautaire donnent lieu à l'établissement du procès-verbal de l'intégralité des débats sous forme synthétique.

Le procès-verbal de la séance tel qu'il figure au registre est établi dans les meilleurs délais possibles.

Ce procès-verbal, une fois établi, est envoyé, par voie de dématérialisation ou par écrit aux membres du conseil communautaire non informatisés.

Chaque procès-verbal de séance est mis aux voix pour adoption à la séance qui suit son établissement.

Les membres du conseil communautaire ne peuvent intervenir à cette occasion que pour une rectification à apporter au procès-verbal.

La rectification éventuelle est enregistrée au prochain procès-verbal.

Comptes-rendus

Article L2121-25 du cgct

Le compte-rendu de la séance est affiché sous huitaine. Il présente une synthèse sommaire des délibérations et des décisions du conseil.

Le compte-rendu est tenu à la disposition des conseillers communautaires, de la presse et du public.

Recueil des actes administratif

Le dispositif des délibérations à caractère réglementaire est publié dans un recueil des actes administratifs dans les conditions fixées par un décret en conseil d'Etat.

Il en est de même pour les arrêtés à caractère réglementaire.

Ce recueil a une parution trimestrielle et est mis à la disposition de toute personne réclamant sa consultation, au siège de la Communauté d'agglomération.

Article 23- Documents budgétaires

Les budgets de la communauté de communes sont mis à la disposition du public dans les quinze jours qui suivent leur adoption (ou éventuellement leur notification après règlement par le représentant de l'État dans le Département) au siège de l'établissement.

Le public est avisé de la mise à disposition de ces documents par tout moyen de publicité au choix de la présidente.

Les documents relatifs à l'exploitation des services publics délégués seront également consultables sur place, aux heures d'ouverture, par toute personne en faisant la demande.

Article 24 – Communication des documents

Article L2121-26 du cgct :

Toute personne physique ou morale a le droit de demander communication sur place et de prendre copie totale ou partielle des procès-verbaux du conseil communautaire, des budgets et des comptes de la communauté et des arrêtés communautaires. Ce service est rendu moyennant le paiement de la reproduction des documents selon le tarif en vigueur. Chacun peut les publier sous sa responsabilité.

La personne désireuse de se faire communiquer la copie des budgets ou des comptes d'une communauté peut l'obtenir, à ses frais, aussi bien de la présidente que des services déconcentrés de l'état.

TITRE 2 - REGLES DE FONCTIONNEMENT DU BUREAU

Article 25 – Le bureau communautaire

Article L5211-10 du cgct

Le bureau communautaire est composé de la présidente, des vice-présidents et des conseillers communautaires élus par l'assemblée.

Y assistent en outre le Directeur Général des Services et toute autre personne qualifiée dont la présence est souhaitée par la présidente. La séance n'est pas publique.

Le bureau a un rôle consultatif.

La réunion est convoquée et présidée par la présidente ou en cas d'empêchement, par un vice-président dans l'ordre du tableau. La présidente fixe l'ordre du jour.

Cette réunion a pour objet d'examiner les affaires courantes et de préparer les décisions qui sont du ressort de la communauté.

Le bureau assiste la présidente dans ses fonctions, examine les projets de délibérations devant être soumis au conseil communautaire, et d'une manière générale, se prononce sur toutes les questions d'intérêt communautaire relevant des compétences de la communauté d'agglomération.

Le bureau se réunit autant de fois que nécessaire sur décision et convocation de la présidente.

Un compte-rendu sommaire, sous forme de relevé de décisions, est adressé aux membres du bureau et aux conseillers communautaires.

TITRE 3 - LES COMMISSIONS ET COMITES CONSULTATIFS

CHAPITRE 1 - LES COMMISSIONS THEMATIQUES

Article 26 – Création et composition

Article L 2121-22 du CGCT

Le conseil communautaire peut former, au cours de chaque séance, des commissions permanentes chargées d'étudier les questions soumises au conseil dans un domaine particulier.

Le conseil communautaire peut décider en cours de mandat de la création de commissions dites spéciales pour l'examen d'une ou plusieurs affaires spécifiques. La durée de ces commissions est dépendante des dossiers à instruire. Elles sont dissoutes à l'aboutissement de l'affaire ou du dossier relevant de leur objet.

Six commissions permanentes ont été créées par le conseil communautaire :

- La commission finances
- La commission économie
- La commission tourisme
- La commission environnement et transition énergétique
- La commission évolution des compétences
- La commission aménagement de l'espace

Le conseil communautaire fixe le nombre de conseillers siégeant dans chaque commission et désigne ceux qui y siégeront.

La présidente de la Communauté d'agglomération est présidente de droit de ces commissions. Les membres du bureau participent aux travaux des commissions.

Lors de la première réunion, les membres de la commission procèdent à la désignation du vice-président, en charge de la convocation, de la présidence et de l'animation de la commission si la présidente est absente ou empêchée.

Article 27 – Rôle et fonctionnement

Article L2121-22 du cgct

Les commissions instruisent les affaires qui leur sont soumises.

Elles n'ont aucun pouvoir de décision et émettent leur avis ou formulent leurs proposition à la majorité des membres présents ayant voix délibérative, sans qu'un quorum ne soit exigé. S'il y a partage des voix, la voix de la présidente, ou en son absence du vice-président, est prépondérante.

Chaque commission est chargée, dans son domaine, d'étudier, ou de faire étudier, les projets à mettre en œuvre dans le cadre des compétences de la communauté d'agglomération. Elle peut s'entourer d'avis autorisés, voire faire appel à des experts.

Assistent aux commissions, le directeur général des services de la communauté et les personnels communautaires expressément invités par la présidente ou le vice-président en charge de la commission.

Le président de chaque commission (ou son représentant) soumet au bureau ses propositions. Il peut proposer de créer des groupes de travail spécifiques aux compétences de la communauté d'agglomération.

Les commissions élaborent un rapport sur les affaires étudiées. Ce rapport, après avoir été exposé en réunion du bureau, est communiqué à l'ensemble des membres du conseil.

Les séances des commissions ne sont pas publiques, sauf décision contraire prise à la majorité des membres présents.

Les dossiers communiqués aux membres des commissions sont des documents de travail interne à chaque commission.

Les commissions se réunissent chaque fois que la présidente ou son représentant le juge utile. Elle (ou il) est toutefois tenu(e) de réunir la commission à la demande de la majorité de ses membres.

Les commissions thématiques se réunissent en outre en dispositif plénier une fois par semestre. Elles sont alors composées des membres délégués, des membres du bureau, des maires et de l'ensemble des conseillers communautaires et municipaux des communes membres qui le souhaitent. Ces séances plénières permettent d'exposer les objectifs et les travaux des commissions.

La présidente ou à défaut en cas d'absence ou d'empêchement, le vice-président en charge de la commission fixe l'ordre du jour et convoque les membres par écrit 5 jours avant la séance prévue.

La convocation, accompagnée de l'ordre du jour, est adressée à chaque commissaire, par voie dématérialisée ou par écrit à son domicile s'il n'est pas informatisé.

CHAPITRE 2- AUTRES COMMISSIONS

Article 28- Commission communautaire pour l'accessibilité aux personnes handicapées

Article L. 2143-3 du CGCT

Il est créé une commission communautaire pour l'accessibilité aux personnes handicapées composée notamment des représentants de la communauté, d'associations d'usagers et d'associations représentant les personnes handicapées.

Cette commission dresse le constat de l'état d'accessibilité du cadre bâti existant, de la voirie, des espaces publics et des transports. Elle établit un rapport annuel présenté en conseil communautaire et fait toutes propositions utiles de nature à améliorer la mise en accessibilité de l'existant.

Règlement intérieur - Provence Alpes Agglomération

REÇU EN PREFECTURE

Le 04/07/2017

Application agréée E. le galatène

004-200067437-20170629-01_29062017-DE

Le rapport présenté au conseil communautaire est transmis au représentant de l'Etat dans le département, au président du conseil général, au conseil départemental consultatif des personnes handicapées, ainsi qu'à tous les responsables des bâtiments, installations et lieux de travail concernés par le rapport.

La présidente préside la commission et arrête la liste de ses membres.

Cette commission organise également un système de recensement de l'offre de logements accessibles aux personnes handicapées.

Article 29- La Commission d'Appel d'Offres

Article L1411-5 du cgct et D1411-3 et suivants du cgct

La commission d'appel d'offres est composée du président ou de son représentant, et cinq membres du conseil communautaire élus en son sein à la représentation proportionnelle au plus fort reste.

Il est procédé, selon les mêmes modalités, à l'élection de suppléants en nombre égal à celui des membres titulaires.

L'élection des membres titulaires et des suppléants a lieu sur la même liste, sans panachage, ni vote préférentiel. Les listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir.

En cas d'égalité de restes, le mandat revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. Si les listes en cause ont également recueilli le même nombre de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus.

Il est pourvu au remplacement d'un membre titulaire de la commission d'appel d'offres par le suppléant inscrit sur la même liste et venant immédiatement après le dernier titulaire de ladite liste. Le remplacement du suppléant, ainsi devenu membre titulaire, est assuré par le candidat inscrit sur la même liste, immédiatement après ce dernier.

Il est procédé au renouvellement intégral de la commission d'appel d'offres lorsqu'une liste se trouve dans l'impossibilité de pourvoir, dans les conditions telles que prévues à l'alinéa précédent, au remplacement des membres titulaires auxquels elle a droit.

Peuvent participer, avec voix consultative, aux réunions de la commission d'appel d'offres :

- un représentant du service technique compétent pour suivre l'exécution des travaux ou effectuer le contrôle de conformité lorsque la réglementation impose le concours d'un tel service ou lorsque le marché porte sur des travaux subventionnés par l'Etat,
- des personnalités désignées par la ou le président (e) de la commission en raison de leur compétence dans la matière qui fait l'objet d'appel d'offres.

Lorsqu'ils y sont invités par la ou le président(e) de la commission d'appel d'offres, le comptable public et un représentant du directeur général de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes peuvent participer, avec voix consultative, aux réunions de la commission d'appel d'offres. Leurs observations sont consignées au procès-verbal.

Ont voix délibérative la ou le président (e) ou son représentant, les cinq membres du conseil communautaire élus. En cas de partage égal de voix, la ou le président(e) a voix prépondérante.

Les convocations de la réunion mentionnée sont adressées à ses membres au moins 5 jours francs avant la date prévue pour la réunion. Le quorum est atteint lorsque plus de la moitié des membres ayant voix délibérative sont présents.

Si après une première convocation ce quorum n'est pas atteint, la commission d'appel d'offres est à nouveau convoquée. Elle se réunit alors valablement sans condition de quorum.

La commission d'appel d'offres dresse un procès-verbal de ses réunions. Tous les membres de la commission peuvent demander que leurs observations soient portées au procès-verbal.

Les conditions d'intervention de cette commission sont régies conformément à l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Article 30– La commission de Délégation de Service Public

Article L1411-5 du cgct

Il peut être institué une ou des commissions de délégation de service public (CDSP). Cette commission est présidée par la présidente ou son représentant.

La CDSP est composée de l'autorité habilitée à signer la convention de service public ou de son représentant assurant le rôle du président, et de cinq membres titulaires élus par le Conseil communautaire. Selon les mêmes modalités, il est procédé à l'élection de cinq suppléants.

Le comptable de la collectivité et un représentant de la direction départementale de cohésion sociale et de la protection des populations siègent également à la commission avec voix consultative.

Peuvent participer à la commission, avec voix consultative, un ou plusieurs agents de la collectivité territoriale ou de l'établissement public désignés par la ou le président (e) de la commission, en raison de leur compétence dans la matière qui fait l'objet de la délégation de service public.

Le fonctionnement de la Commission de Délégation de Service Public est régi par les articles L.1411-5 et suivants du CGCT.

CHAPITRE 3- LES COMITES CONSULTATIFS

Article 31 – Constitution des comités consultatifs

Article L2143-2 du cgct

Le Conseil de communauté peut créer des comités consultatifs, sur tout problème d'intérêt communautaire, comprenant des personnes qui peuvent ne pas appartenir au Conseil communautaire, notamment des représentants d'associations locales. Il en fixe la composition sur proposition du président. Chacun de ces organismes est présidé par un membre du Conseil de communauté qui établit chaque année un rapport communiqué au Conseil.

TITRE 4- LA CONFERENCE DES MAIRES

Article 32 – Rôle de la conférence des maires

Il est créé en plus du Bureau et du Conseil Communautaire, une conférence permanente des Maires rassemblant l'ensemble des Maires des Communes composant l'Agglomération. Cette conférence des Maires a un rôle consultatif.

La conférence des Maires étudie et se prononce sur les dossiers stratégiques susceptibles d'impacter le fonctionnement du bloc communal et le projet de territoire de la communauté d'agglomération. Elle donne un avis sur les orientations budgétaires proposées par la présidente de la Communauté, avant le vote des délégués. Elle est amenée à se prononcer sur les dossiers importants de la Communauté d'Agglomération.

Article 33 – Composition

La conférence des Maires réunit, sous la présidence de la présidente de la communauté d'agglomération, qui peut être représentée à sa demande :

- l'ensemble des Maires de la Communauté d'Agglomération. En cas d'absence, un maire peut désigner un membre de son conseil municipal pour le représenter. Les pouvoirs ne sont pas admis.
- les membres du bureau communautaire

Article 34 - Règles générales de fonctionnement

La conférence des Maires est présidée et animée par la présidente de la Communauté d'Agglomération ou son représentant qui convoque les réunions et fixe les ordres du jour.

La Conférence se réunit soit au siège de la communauté soit en un lieu choisi par la présidente.

La convocation est faite par la présidente de la Communauté. Elle indique les questions portées à l'ordre du jour.

La Conférence des Maires sera réunie autant de fois que nécessaire et au moins deux fois par an.

La présidente peut inviter toute personne qualifiée dans le cas où une question particulière intéressant une compétence de la communauté d'agglomération serait inscrite à l'ordre du jour.

La conférence des Maires peut être réunie sur demande de plus de la moitié des Maires, dans le cas d'une problématique précise. En ce cas, la présidente de la Communauté d'Agglomération réunira la conférence des Maires dans le mois suivant la demande faite par les Maires intéressés.

TITRE 5 - DISPOSITIONS DIVERSES

Article 35- Prêt d'un local commun aux membres de l'opposition

Article L2121-27 du cgct

Les conseillers n'appartenant pas à la majorité communautaire qui en font la demande disposent, sans frais, du prêt d'un local commun.

Il est satisfait à toute demande de mise à disposition d'un local commun émise par des conseillers n'appartenant pas à la majorité communautaire dans un délai de 4 mois.

Le local mis à disposition ne saurait en aucun cas être destiné à une permanence ou à accueillir des réunions publiques.

Article 36 – Désignation des délégués dans les organismes extérieurs

Article L 2121-33 du cgct

Le Conseil de communauté procède à la désignation de ses membres ou de ses délégués pour siéger au sein d'organismes extérieurs, dans les cas et conditions prévues par les dispositions du code général des collectivités territoriales et les textes régissant ces organismes.

La fixation par les dispositions précitées de la durée des fonctions assignées à ces membres ou délégués ne fait pas obstacle à ce qu'il puisse être procédé à tout moment et pour le reste de cette durée, à leur remplacement par une nouvelle désignation opérée dans les mêmes formes.

L'élection d'un président n'entraîne pas, pour le conseil communautaire, l'obligation de procéder à une nouvelle désignation des délégués dans les organismes extérieurs.

Article 37 - Modifications ultérieures

Le présent règlement peut à tout moment faire l'objet de modifications à la demande et sur proposition de la présidente ou d'un tiers des membres en exercice de l'assemblée communautaire.

Article 38 – Application

Le présent règlement est applicable à la Communauté d'Agglomération Provence Alpes Agglomération dès sa transmission au contrôle de légalité.

Il sera ensuite adopté, avec d'éventuelles modifications à chaque renouvellement du Conseil Communautaire, et ce dans les 6 mois suivant son installation.

La présidente est chargée de sa bonne application.

Le règlement initial, comportant 38 articles, a été adopté par délibération du Conseil de Communauté réuni le 29 juin 2017.

ANNEXE 1

La prévention des conflits d'intérêts

Constitue un conflit d'intérêt toute situation d'interférence entre un intérêt public et des intérêts publics ou privés qui est de nature à influencer ou à paraître influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif d'une fonction.

Ceci peut conduire les élus concernés à ne pas intervenir sur un sujet et à ne pas siéger au conseil municipal lorsque ce sujet est évoqué.

Loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, extrait de l'article 2 :
« Lorsqu'ils estiment se trouver dans une telle situation :[...]2° Sous réserve des exceptions prévues au deuxième alinéa de l'article 432-12 du code pénal, les personnes titulaires de fonctions exécutives locales sont suppléées par leur délégataire, auquel elles s'abstiennent d'adresser des instructions ».*

Le décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique apporte des précisions sur la procédure à suivre.

S'agissant des titulaires de fonctions électives locales, le décret distingue selon que l'intéressé est à la tête de l'exécutif local ou qu'il a reçu délégation d'attributions :

- dans le premier cas, la personne en cause, qu'elle agisse en vertu de ses pouvoirs propres ou par délégation de l'organe délibérant, prend un arrêté par lequel elle précise les procédures dans lesquelles elle entend s'abstenir de faire usage de ses attributions et désigne la personne qui la supplée pour le traitement de l'affaire (exemple : le maire ou le président de l'EPCI désignera un adjoint ou un vice-président);
- dans le second cas, la personne informe le délégant, par écrit, de la situation de conflits d'intérêts et des questions sur lesquelles elle estime ne pas devoir exercer ses compétences ; un arrêté du délégant détermine les questions pour lesquelles la personne intéressée doit s'abstenir d'exercer lesdites compétences (exemple : un adjoint ou un vice-président d'EPCI, en situation de conflits d'intérêts, devra en informer le maire ou le président de l'EPCI qui prendra un arrêté précisant les domaines « interdits »).

*Rappelons que l'article 432-12 du code pénal permet aux élus, dans les communes de 3500 habitants au plus, de traiter avec la commune dans la limite d'un montant annuel de 16 000€, d'acquérir un terrain pour leur habitation, de conclure des baux pour leur logement et d'acquérir un bien pour la création ou le développement de leur activité professionnelle. Dans tous ces cas, le maire, l'adjoint ou le conseiller municipal intéressé doit s'abstenir de participer à la délibération du conseil municipal relative à la conclusion ou à l'approbation du contrat et le conseil municipal ne peut pas décider de se réunir à huis clos.